



**ARRÊTÉ DU MAIRE N° 143/2019-ST**

**BARRÉE**

**32, RUE DE LA BRAQUE**

**Le maire** de la commune de Saint-Pierre d'Oléron,

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R-130.2, R-411.2, R-411.5, et R-417.13,

**Vu** les articles L. 2213.1, L. 2213.2 du Code général des Collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1987 modifié relatif à la signalisation routière,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 7 juin 1977,

**Considérant les travaux de branchement d'eau et d'assainissement pour le compte de la RESE (Client : M. Danton), « 32, rue de la Braque » à Saint-Pierre d'Oléron par l'entreprise INEO AQUITAINE 354, route de Saujon – 17600 MEDIS.**

**A R R Ê T É**

**Article 1<sup>er</sup> : Du lundi 17 juin au vendredi 5 juillet 2019, le stationnement sera interdit et la circulation barrée « 32, rue de la Braque » à Saint-Pierre d'Oléron.**

**Article 2** : Les panneaux de signalisation nécessaires et la déviation seront apposés par l'entreprise pour permettre l'application des présentes dispositions.

**Article 3** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

**Article 4** : Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Pierre d'Oléron, Monsieur le chef de la police municipale, Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur Le Directeur des Services Techniques sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : monsieur le Chef de brigade de gendarmerie, monsieur le Chef de corps du Centre de secours, messieurs les gardes municipaux et sera affichée en mairie.

Pour le maire  
l'adjoint,  
Françoise MASSÉ



Le Maire,  
Christophe SUEUR

23 MAI 2019

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois suivant la notification et/ou la publication.*